

MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

REPUBLICQUE GABONAISE
UNION-TRAVAIL-JUSTICE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU TRAVAIL, DE
LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'EMPLOI

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE
LA REGLEMENTATION

N° 000147 /MTEFP/SG/DGTMOE/DTR.



ARRETE

réglementant l'institution des Délégués du Personnel

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Vu la Constitution ;

Vu les Décrets n°s 163 et 171/PR des 23 et 25 Janvier 1999
portant composition du Gouvernement, ensemble les textes
modificatifs subséquents ;

Vu la Loi n° 3/94 du 1^{er} Novembre 1994 portant Code du
Travail en République Gabonaise, modifiée par la loi n°12/2000 du 12
Octobre 2000.

ARRETE

Article 1^{er} : Le présent Arrêté est pris en application des dispositions
de l'article 291 à 300 du Code du Travail porte réglementation de
l'institution des Délégués du personnel.

Article 2 : L'institution des délégués du personnel est obligatoire dans tout établissement où sont occupés habituellement plus de dix (10) salariés.

L'établissement est une unité de production regroupant plusieurs salariés travaillant sous l'autorité d'un ou plusieurs représentants d'une même autorité. Il se caractérise par l'exercice d'une activité collective en un lieu déterminé, le mot lieu étant employé ici dans le sens d'usine, atelier, chantier, magasin etc... et non dans celui de localité ou de circonscription.

Une entreprise peut comprendre un ou plusieurs établissements. Un établissement unique et indépendant constitue à la fois une entreprise et un établissement.


TITRE PREMIER DU NOMBRE DE DELEGUES DU PERSONNEL

Article 3 : Le nombre des délégués du personnel est fixé en fonction des effectifs de chaque établissement comme suit :

- de 11 à 40 travailleurs 1 délégué titulaire 1 délégué suppléant,
- de 41 à 100 travailleurs 2 délégués titulaires 2 délégués suppléants ,
- de 101 à 250 travailleurs 3 délégués titulaires 3 délégués suppléants,
- de 251 à 500 travailleurs 4 délégués titulaires 4 délégués suppléants,
- de 501 à 750 travailleurs 5 délégués titulaires 5 délégués suppléants,
- de 751 à 1000 travailleurs 6 délégués titulaires 6 délégués suppléants.

Il y aura ensuite un délégué titulaire et un délégué suppléant par tranche supplémentaire de 250 travailleurs.

Article 4 : L'effectif à prendre en considération est celui des travailleurs occupés habituellement dans l'établissement. Parmi le personnel considéré comme occupé habituellement, il faut comprendre, en sus du personnel permanent :

- 
- les apprentis,
 - les travailleurs engagés à l'essai,
 - les travailleurs occasionnels mais revenant de façon régulière pour totaliser, au cours d'une année, l'équivalent de six(6) mois de travail au service de la même entreprise.

Article 5 : Les entreprises comportant plusieurs établissements occupant chacun moins de dix(10) travailleurs doivent grouper leurs effectifs et procéder à l'élection des délégués du personnel, à condition que les établissements considérés se situent dans une même province.

TITRE II.

DE L'ELECTION DES DELEGUES DU PERSONNEL

X **Article 6 :** Les délégués du personnel sont élus au sein de chaque établissement sur les listes présentées par les syndicats ou, à défaut, par les travailleurs eux-mêmes. Ces listes sont établies par collège électoral, la durée du mandat des délégués du personnel est de trois ans renouvelables

La taille de l'établissement et le nombre de catégories socio-professionnelles qui y sont représentées déterminent le nombre des collèges électoraux. La catégorie socio- professionnelle regroupe les travailleurs de même niveau de qualification ou de même niveau hiérarchique.

Il existe en principe deux(2) collèges électoraux : le premier regroupe le personnel d'exécution, le second le personnel d'encadrement.

Lorsque la taille de l'établissement le justifie, trois(3) collèges peuvent être institués, à savoir :

- un collège pour le personnel d'exécution,
- un collège pour les agents de maîtrise et les techniciens supérieurs,

- un collège pour les cadres.

Le nombre de collèges électoraux et la répartition des sièges entre ces collèges font l'objet d'un accord entre le chef d'établissement et les organisations professionnelles des travailleurs les plus représentatives. En cas de désaccord, l'Inspecteur du Travail du ressort tranchera.

Article 7 : Sont électeurs les travailleurs des deux sexes âgés de seize (16) ans accomplis, ayant au moins six mois d'ancienneté dans l'établissement ou dans l'entreprise.

Article 8 : Sont éligibles les travailleurs remplissant les conditions pour être électeurs, ayant travaillé dans l'établissement sans interruption depuis douze (12) mois au moins et n'ayant pas encouru de condamnation à une peine afflictive ou infamante.

Ne peuvent être éligibles pour un collège donné que les travailleurs déjà inscrits comme électeurs dans ce même collège.

Article 9 : En cas d'ouverture d'un nouvel établissement de plus de dix (10) salariés d'une entreprise ayant déjà des délégués du personnel, ces derniers assureront la représentation des travailleurs de cet établissement jusqu'à l'élection des délégués dudit établissement, conformément aux dispositions des articles 6, 7 et 8 du présent arrêté.

Toutefois, dans les entreprises nouvellement créées et comptant plus de dix (10) salariés, des élections des délégués du personnel seront organisées dans les deux mois qui suivent sa création nonobstant les critères d'ancienneté requis aux articles 7 et 8 ci-dessus.

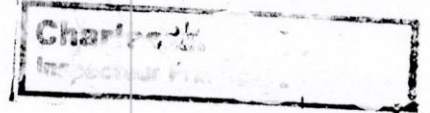
Article 10 : Les ascendants, descendants, frères, sœurs et alliés du Chef d'entreprise ou de l'établissement ne sont pas éligibles.

Article 11 : L'Inspecteur du Travail peut, sur demande d'une des parties, après avoir consulté l'employeur et les syndicats, ou à défaut les travailleurs eux-mêmes, autoriser des dérogations aux conditions d'ancienneté prévues aux articles 7 et 8, dans le cas où leur

application aurait pour effet de réduire l'effectif des salariés remplissant ces conditions dans chaque collège.

Article 12 : l'élection a lieu un(1) mois au moins avant l'expiration normale du mandat des précédents délégués.

Article 13 : Le vote a lieu dans l'établissement. Le jour, le lieu, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin sont fixés par le chef d'établissement ou son représentant en accord avec les syndicats ou, à défaut, avec les délégués sortants ou les travailleurs eux-mêmes. Ces indications sont annoncées quinze(15) jours au moins avant la date du scrutin par un avis affiché par les soins du chef de l'établissement ou de son représentant aux emplacements habituellement réservés pour les avis donnés au personnel.



Les listes des candidats sont affichées par les soins du Chef d'établissement ou de son représentant dix(10) jours au moins avant la date du scrutin. Ces listes doivent comporter autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir dans chaque collège, tant pour les délégués titulaires que pour les délégués suppléants et mentionner pour chaque candidat les noms, prénoms, l'âge, l'ancienneté dans l'entreprise, la catégorie socio-professionnelle et la situation familiale.

Si, dans les délais ci-dessus, aucun syndicat n'a présenté de liste, sur saisine de l'une des parties, l'Inspecteur du Travail constate la carence et, en accord avec elles, autorise le report du scrutin pour une durée n'excédant pas quinze(15) jours.

Passé ce délai, si aucun syndicat n'a toujours présenté de listes, l'Inspecteur du Travail autorise le vote pour les candidats présentés par les travailleurs eux-mêmes.

Article 14 : Les travailleurs dont les occupations hors de l'établissement empêchent de prendre part au scrutin, ceux en congé et ceux dont le contrat de travail est suspendu pour l'une des causes énumérées à l'article 36 du Code du Travail, peuvent voter par correspondance.

Le vote par procuration n'est pas valable.

Article 15 : L'élection a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

A l'intérieur d'un même collège, il est procédé à un vote commun pour les membres titulaires et pour les membres suppléants ; pour un même collège, il ne sera présenté qu'une seule liste par syndicat.

Le scrutin est un scrutin de listes, éventuellement à deux tours. Le premier tour est réservé aux listes présentées par les syndicats sauf en cas de carence constatée dans les conditions prévues aux alinéas 4 et 5 de l'article 10.13

3 4

Article 16 : Si au premier tour, le nombre de votants, déduction faite des bulletins blancs ou nuls, est inférieur à la moitié des électeurs inscrits, il est procédé, dans un délai de quinze(15) jours à un second tour de scrutin.

Au second tour de scrutin, de nouvelles listes peuvent être présentées.

Article 17 : En cas de pluralité de listes, la répartition des sièges entre les différentes listes se fera selon la règle du quotient électoral. Le quotient électoral s'obtient en divisant le nombre total des suffrages valablement exprimés dans un collège par le nombre de sièges à pourvoir.

Article 18 : Au cas où il n'aurait pu être pourvu à aucun siège, ou s'il reste des sièges à pourvoir, ces sièges sont attribués sur la base de la plus forte moyenne.

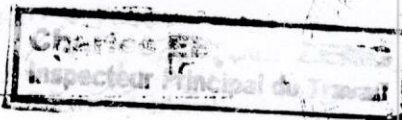
A cet effet, le nombre de voix obtenues pour chaque liste est divisé par le nombre des sièges attribués à la liste augmenté d'une unité. Les différentes listes sont classées dans l'ordre décroissant des moyennes ainsi obtenues.

Le premier siège non pourvu est attribué à la liste ayant la plus forte moyenne. Il est procédé successivement à la même opération pour chacun des sièges non pourvus jusqu'au dernier.

Dans le cas où deux listes ont la même moyenne et où il ne reste qu'un siège à pourvoir, ledit siège est attribué à la liste qui a le plus grand nombre de voix.

Si deux listes ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué au plus ancien dans l'entreprise, ou à défaut au plus âgé des deux candidats susceptible d'être élus.

Article 19 : Le Chef d'établissement ou son représentant préside le bureau de vote. Il est assisté d'un représentant de chaque syndicat ou le cas échéant, d'un représentant non candidat de chacune des listes présentées par le personnel. Ces représentants assistent au vote et au dépouillement du scrutin et signent le procès-verbal avec l'employeur ou son représentant. Copie du procès-verbal doit être adressée à l'Inspecteur du Travail du ressort.



TITRE III.

DE L'EXERCICE DES FONCTIONS DE DELEGUES

Article 20 : Le Chef d'établissement est tenu de laisser aux délégués du personnel le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

Ce temps dont la durée ne peut, sauf circonstances exceptionnelles ou convention contraire, excéder quinze(15) heures par mois, est pris dans le cadre de l'horaire normal et rémunéré comme temps de travail. Il doit être consacré exclusivement aux tâches afférentes à la mission des délégués du personnel.

Toute convention prévoyant l'attribution d'une quelconque indemnité destinée à rémunérer les fonctions de délégué du personnel est nulle et de nul effet.

Article 21 : Le Chef d'établissement est tenu de mettre à la disposition des délégués du personnel un local et le mobilier nécessaire pour leur permettre de se réunir.

Les délégués du personnel peuvent faire afficher, à l'exclusion de tout autre document, les renseignements qu'ils ont pour rôle de porter à la connaissance du personnel, dans le cadre de leur mission. L'affichage doit être effectivement assuré aux portes d'entrée des lieux de travail et sur des emplacements destinés aux communications syndicales.

L'employeur doit choisir ces emplacements dans un endroit apparent et de préférence sur les lieux de passage du personnel. Ils doivent être conçus de telle manière que les documents affichés ne puissent souffrir d'altération due aux intempéries.

Article 22 : Les délégués du personnel sont reçus collectivement par le Chef d'établissement ou son représentant au moins une(1) fois par mois ; ils sont, en outre, reçus en cas d'urgence sur leur demande.

Les délégués du personnel sont également reçus par le Chef d'établissement ou son représentant sur leur demande par collège électoral selon les questions qu'ils ont à traiter.

Dans tous les cas, les délégués suppléants peuvent assister avec les délégués titulaires aux réunions avec les employeurs. Toutefois, pour les établissements comptant un seul délégué titulaire, le délégué suppléant doit, dans tous les cas, être reçu avec le délégué titulaire par le Chef d'établissement.

Dans le cas où les questions soumises par les délégués du personnel au Chef d'établissement seraient du ressort du conseil d'administration ou d'une Direction Générale dont dépend l'établissement, le Chef d'établissement doit immédiatement saisir l'autorité considérée par tout moyen faisant preuve. Il dispose d'un délai d'un (1) mois maximum pour apporter la réponse de l'entreprise aux questions posées.

Le refus par l'employeur de recevoir les délégués porte atteinte à l'exercice régulier de leurs fonctions.

Article 23 : Les délégués du personnel détiennent un registre dit « registre de doléances ».

Sauf circonstances exceptionnelles, les délégués du personnel remettent au Chef d'établissement ou à son représentant deux (2) jours avant la date où ils doivent être reçus ce registre de doléances à lui soumettre.

Les réponses du Chef d'établissement qui sont consignés dans le registre de doléances doivent être données dans un délai n'excédant pas cinq(5) jours ouvrables, sauf dans les cas prévus au quatrième alinéa de l'article 22 ci-dessus.

Ce registre doit être tenu, un jour ouvrable par quinzaine, à la disposition des travailleurs de l'établissement qui désirent en prendre connaissance.

Il doit être également tenu à la disposition de l'Inspecteur du Travail du ressort.

Article 24: Peuvent être considérées comme circonstances exceptionnelles aux termes de l'article 23 ci-dessus, sans que cette énumération soit limitative :

- l'urgence de l'installation d'un dispositif de sécurité sur une machine jugée dangereuse ou sur un tout autre endroit de l'établissement présentant de graves risques d'accident ;
- l'imminence d'un conflit collectif.

TITRE IV

DE LA REVOCATION DES DELEGUES

Article 25: Tout délégué du personnel peut être révoqué en cours de mandat sur proposition du syndicat qui l'a présenté approuvée au scrutin secret par la majorité du collège électoral auquel il appartient.

S'il n'a pas été présenté par un syndicat, cette révocation peut intervenir sur pétition écrite signée de la majorité du collège qui l'a élu.

Charles Gaudin
Inspecteur Principal du Travail



Dans ce cas, le délégué titulaire est remplacé par le délégué suppléant.

TITRE V.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DIVERSES

Article 26 : Afin de dégager la représentativité effective de chaque organisation professionnelle des travailleurs sur le plan national, conformément à l'article 25 de la loi n° 012/2000 du 12/12/2000 portant modification de certains articles du Code du Travail en République gabonaise, les mandats des délégués du personnel en cours cessent dès la prise d'effet du présent arrêté.

Article 27 : Des élections des nouveaux délégués du personnel devront être organisées au plus tard dans les deux mois qui suivent la publication du présent arrêté.

Article 28 : Les infractions au présent arrêté seront punies conformément aux dispositions de l'article 313 du Code du Travail.

Article 29 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment celles de l'arrêté n° 0093/MTSS/DTR du 20 Septembre 1979, relatif à l'institution des délégués du personnel.

Article 30 : Le Directeur Général du Travail, de la Main-d'œuvre et de l'Emploi, les représentants des organisations professionnelles des employeurs et de celles des travailleurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charles E. ...
Inspecteur Principal du Tr.

Article 31: Le présent arrêté qui prend effet à compter de la date de sa signature sera enregistré, publié au Journal Officiel et communiqué partout où besoin sera./-

Fait à Libreville, le 26 AVR. 2001

Le Ministre d'Etat chargé du Travail,
de l'Emploi et de la Formation
Professionnelle

Paulette MISSAMBO



[Signature]
Inspecteur Principal du Tr.